

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 27/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VWR INTERNATIONAL

201 RUE Carnot
94120 Fontenay-Sous-Bois

Références : VAT20250522
Code AIOT : 0010001462

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement VWR INTERNATIONAL implanté Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 Briare. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite organisée afin que l'inspection des installations classées puisse assister à un dépotage d'acide chlorhydrique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VWR INTERNATIONAL
- Chemin de la Croix St Marc ZI de Vaugereau 45250 Briare
- Code AIOT : 0010001462

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société VWR International de BRIARE est autorisée pour le conditionnement et le stockage de produits chimiques. Il est classé SEVESO Seuil Haut au regard des substances mises en œuvre dans l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité du matériel présent dans les zones à atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.2	Demande d'action corrective	60 jours
3	SGS – Gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Conformité à l'EDD	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Contrôles périodiques des cuves d'acide chlorhydrique	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1 et 8.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Mise à jour de l'EDD	Code de l'environnement du 13/06/2025, article R. 515-98	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier	60 jours
12	Etanchéité de la zone de dépotage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect des fiches de sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.1.	Sans objet
4	SGS – Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
5	SGS – Procédure de dépotage	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 3	Sans objet
6	SGS – Respect de la procédure de dépotage	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
7	SGS – Vérification des dispositifs de sécurité	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 8	Sans objet
9	Surveillance et entretien des MMR	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.2	Sans objet
13	Rétention des liquides susceptibles de créer une pollution	Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité du matériel présent dans les zones à atmosphère explosible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation matériels ATEX
Prescription contrôlée : Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter les appareils et les installations électriques doivent être réduits au strict minimum. Ces derniers doivent être conformes aux dispositions en la matière en vigueur.
Constats : Dans le cadre de la visite d'inspection du 23/01/25, réalisée à la suite de l'évènement survenu le 21/01/25, l'exploitant avait transmis un rapport d'adéquation des matériels implantés ou mis en

œuvre dans les zones ATEX faisant état de 214 situations de non-conformité, dont 12 concernent la ligne automatique 1.

Par courriel du 13/02/25, l'exploitant avait ensuite transmis un tableau de suivi des actions de mise en conformité nécessaires vis-à-vis du risque ATEX : 14 actions restaient à réaliser (7 avec un risque d'explosion coté "négligeable" et 7 avec un risque coté "faible") avec, pour chacune d'entre elles, une date d'échéance.

Lors de la visite du 13/06/25, l'inspection demande à l'exploitant de présenter l'avancée de son plan d'actions et le respect de l'échéancier.

Ce dernier indique qu'une seule action reste à réaliser : le calcul de boucle pour les débitmètres utilisé pour le remplissage des solvants sur la ligne IAuto2, associé à risque résiduel coté "faible" et dont l'échéance de réalisation était indiquée au 31/03/25. L'exploitant indique que ce retard est lié à la difficulté de retrouver le dossier technique initiale et que des échanges techniques son prévus avec son prestataire.

L'écart est maintenu dans l'attente de la réalisation de l'action corrective portant sur le calcul de boucle pour les débitmètres utilisé pour le remplissage des solvants sur la ligne IAuto2. Le matériel électrique et non électrique implanté dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter n'est pas conforme aux référentiels en vigueur (ATEX). L'exploitant suit la bonne mise en oeuvre de son plan d'actions. L'inspection appelle l'exploitant à l'informer de l'achèvement de son plan d'actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de l'achèvement de son plan d'actions et lui fournit les justificatifs associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Respect des fiches de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.

Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 23/01/25, l'inspection avait constaté la présence de plusieurs matériels en plastique au niveau de la ligne automatique 1 (bidons de récupération des égouttures et flexibles) alors que cette matière était indiquée comme "incompatible" avec l'acétone dans sa fiche de données de sécurité.</p> <p>Par courriel du 14/02/25, l'exploitant avait indiqué à l'inspection que ces matériels avaient été remplacés par des bidons en aluminium ou en PEHD antistatique et par des flexibles antistatiques.</p> <p>Lors de la visite du 13/06/25, l'inspection constate le bon remplacement des bidons de récupération et des flexibles au niveau des lignes automatiques 1 et 2.</p> <p>Absence d'écart.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : SGS – Gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.[...]</p> <p>Annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014</p> <p>[...]</p> <p>4. Conception et gestion des modifications</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manuel du SGS de l'exploitant, dans sa version FR P-HSE-060-r03 en date du 16/10/23, indique pour la conception et gestion des modifications :</p> <p>"Avant lancement de tout nouveau projet Production ou Logistique, une présentation détaillée est faite au Directeur de site, au Responsable HSE et Responsable Maintenance.</p> <p>Dans tous les cas, le nouveau process ne peut démarrer avant approbation du Responsable HSE, du Directeur du Site, du Responsable Maintenance et du Directeur Production ou Logistique.</p> <p>Le Responsable HSE et le Responsable Maintenance s'assurent que la modification n'a pas d'effet sur les scénarii établis lors de l'étude de dangers. Si c'est le cas une nouvelle étude est réalisée.</p>

De surcroît, pour l'entité PROCHIM, un "Change Control" interne (procédure CORP-PRO-0036 Global Change) et externe (procédure FR-P-PROD-016) est appliqué à l'ensemble des données de Production (spécifications des produits, emballages utilisés, formules de fabrication, "master data", instructions ...).

Les changements sont tracés via une fiche de "Change Control" approuvée respectivement par les services Qualité, Affaires Réglementaires (selon le cas), Gestion de Données, Catégorie Produits Chimiques voire par le client concerné lui-même (cas des produits "à façon")."

Lors de la visite du 13/06/25, l'inspection demande à consulter les fiches de "change control" portant sur les modifications effectuées à la suite de l'événement survenu le 21/01/25.

L'exploitant fournit à l'inspection des captures d'écran de son logiciel de gestion concernant les modifications effectuées pour les lignes de conditionnement automatiques de liquides inflammables 1 et 2.

Ces fiches détaillent les différentes modifications réalisées (procédure de séchage, système d'aspiration, joints des cannes, etc.) et incluent une partie détaillant les risques et les impacts des modifications. L'inspection relève que ces documents ne mentionnent pas l'analyse des risques qui a pourtant été réalisée concernant la nouvelle procédure de séchage.

Alors que la procédure "CORP-PRO-0036 Global Change" appelée par le manuel du SGS indique "Documentation required for change requests includes as much information as necessary for thorough evaluation of the change", l'inspection note que la description des modifications est relativement succincte et ne permet pas d'apprécier pleinement les enjeux associés. A titre d'exemple, la fiche concernant la ligne automatique 2 ne fait pas le lien entre les modifications effectuées et l'événement survenu le 21/01/25.

L'inspection relève également que la fiche portant sur la ligne automatique 1 a été initiée le 20/06/25 (soit postérieurement aux modifications réalisées) et que l'ensemble des étapes définies par la procédure "CORP-PRO-0036 Global Change" ("0. Pre-Initiation ; 1. Change Identification/Proposal ; 2. Draft Proposal of Change/ Risk Assessment/Change Level Assignment ; 3. Initial Review/Change Level Assignment Verification ; 4. Evaluation (if required) ; 5. Change Approval/Rejection (if required) ; 6. External Approval (if required) ; 7. Pre-Implementation ; 8. Implementation ; 9. Post Implementation ; 10. Validation (if required) ; 11. Review ; 12. Completion") n'ont pas été achevées.

Enfin, l'inspection note que cette fiche ne permet pas de tracer :

- la présentation détaillée faite au Directeur de site, au Responsable HSE et Responsable Maintenance ;
- l'approbation du Responsable HSE, du Directeur du Site, du Responsable Maintenance et du Directeur Production ou Logistique.

Ecart. La gestion des modifications réalisées à la suite de l'événement du 21/01/25 n'est pas conforme aux procédures définies par le SGS de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant de justifier que les modifications effectuées à la suite de l'événement survenu le 21/01/25 ont été réalisées conformément aux procédures prévues par son système de gestion de la sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : SGS – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le manuel du SGS, dans sa version FR P-HSE-060-r03 en date du 16/10/23, indique : "Des formations spécifiques sont obligatoires pour tenir des postes ayant un fort impact sur l'environnement et sur la sécurité : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> la formation de dépotage" <p>Lors de la visite du 13/06, l'inspection demande la liste des personnes formées au dépotage. L'exploitant transmet les certificats de stage de 6 caristes pour une formation de recyclage intitulée "La sécurité lors du chargement et dépotage des matières dangereuses" et réalisée, selon les cas, le 04/12/20 ou le 07/12/20. L'exploitant transmet également une fiche de diffusion concernant la procédure "FR/F-PROD-025" correspondant à la checklist de dépotage pour de l'acide chlorhydrique à 36 %, à la suite de sa révision en date du 12/06/25. L'inspection note que celle-ci est signée par 5 des 6 caristes sus-cités, actant de leur prise de connaissance de la procédure actualisée. L'inspection constate que le cariste chargé du dépotage d'acide chlorhydrique à 36 % effectué le 13/06/25 a bien suivi la formation sur le dépotage de matières dangereuses et a bien connaissance de la checklist actualisée.</p> <p>Absence d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : SGS – Procédure de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I - 3
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les</p>

meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système. Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.[...]

Constats :

Le manuel du SGS, dans sa version FR P-HSE-060-r03 en date du 16/10/23, comprend, en annexe I, une "liste des documents qualité permettant la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations". Cette dernière inclut une consigne pour le dépotage des camions citernes, référencée "FR-I-PROD-167".

Cette consigne, dans sa version FR I-PROD-167-r02 en date du 19/01/23, inclut notamment :

- la définition des responsabilités pour les différentes activités (réception des chauffeurs, vérifications des contrôles avant dépotage, contrôle qualité, dépotage, archivage des documents) en désignant, pour chacune d'entre elle, le responsable, l'exécuteur, le ou les personnes concernées et, s'il y a lieu, le ou les personnes informées ;
- le mode opératoire de dépotage en cuve de stockage ;
- le mode opératoire de réception des iso-conteneurs ;
- le mode opératoire de dépotage en GRV ;
- les enregistrements réalisés ;
- les mesures de contrôles prévues ;
- les documents de référence ;
- des annexes concernant la conduite à tenir en cas d'urgence et des indications imagées sur la mise à la terre de la citerne.

Les modes opératoires sus-cités renvoient notamment à des checklists déclinant de manière opérationnelle l'ensemble des actions à mener par le cariste en charge du dépotage.

Absence d'écart. L'exploitant a mis en oeuvre des procédures permettant de maîtriser les risques associés au dépotage de matières dangereuses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : SGS – Respect de la procédure de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite du 13/06/25, l'inspection assiste à un dépotage d'acide chlorhydrique à 36 % et vérifie le respect de la consigne de dépotage FR/I-PROD-167-r02, en date du 19/01/23, et des

checklists FR/F-PROD-022-r03, en date du 24/12/24, et FR/F-PROD-025-r02, en date du 12/06/25, correspondant respectivement à l'accueil du chauffeur au poste de garde et au dépotage d'acide chlorhydrique 36%.

Le chauffeur étant arrivée avant l'inspection, l'agent de surveillance au poste de garde l'a déjà inscrit sur le fichier d'entrée et lui a remis le protocole de sécurité simplifié. Le chauffeur et sa citerne n'ont toutefois pas pénétré sur le site.

Le dépoteur indique également à l'inspection avoir déjà vérifié physiquement et informatiquement que la cuve R25, concernée par le dépotage, était vide. Cette cuve est bien identifiée sur la checklist FR/F-PROD-025-r02, imprimée pour le dépotage du jour, afin de ne pas la confondre avec l'autre cuve d'acide chlorhydrique de même contenance, R24.

Avant de se diriger au poste de garde, le dépoteur se rend, avec l'inspection, au service planification afin qu'une tierce personne vérifie informatiquement la vacuité de la cuve R25 et de lui remette la clef correspondante. L'inspection note que les clefs sont rangées dans deux boîtes distinctes en fonction du remplissage ou non des cuves correspondantes, ce qui permet de confirmer une nouvelle fois la vacuité de la cuve.

Le dépoteur et l'inspection rejoignent ensuite le poste de garde. L'inspection peut y constater que le chauffeur a bien été inscrit sur le fichier d'entrée par l'agent d'accueil.

Le dépoteur examine la lettre de voiture ; il vérifie l'immatriculation de la citerne, qu'il renseigne sur les checklists FR/F-PROD-022-r03 et FR/F-PROD-025-r02 imprimées, ainsi que la dénomination du produit et la masse indiquée. Il compare cette masse avec la masse maximale pouvant être accueillie dans la cuve R25 et vérifie que celle-ci est conforme à la masse indiquée au départ de l'expéditeur. Le dépoteur vérifie également l'attestation de conformité fournie par l'expéditeur et l'attestation indiquant le transport exclusif d'acide chlorhydrique par la citerne, permettant de s'affranchir d'un certificat de lavage. Enfin, il contrôle la carte de conducteur ADR du chauffeur, dont la validité n'est pas expirée.

Il permet ensuite au camion de pénétrer sur le site et le dirige vers le pont bascule. Il y vérifie que la masse mesurée est conforme à celle indiquée au départ de l'expéditeur.

Le dépoteur va alors chercher ses EPI et le matériel nécessaire pour le dépotage puis guide le chauffeur jusqu'à la zone de dépotage des acides. Il vérifie son bon stationnement et l'état général du véhicule. Le chauffeur installe deux cales à l'avant et à l'arrière d'une roue de son camion.

Le dépoteur vérifie à nouveau la vacuité de la cuve R25 grâce au flotteur, le bon positionnement de la vanne de la rétention ainsi que la présence de sable et de la douche de sécurité.

Le dépoteur et le chauffeur s'équipent alors de leurs EPI, conformes à ceux indiqués par la checklist FR/F-PROD-025-r02 pour le dépotage d'acide chlorhydrique.

Avec l'aide du chauffeur, le dépoteur branche le module de prise d'échantillon et prélève un échantillon par le bas de la citerne. Il vérifie ensuite que la vanne de vidange n'est pas fuyarde. Après obtention de l'accord oral du laboratoire quant à la conformité du produit, le dépoteur retire le module de prise d'échantillon. Il contrôle l'état et la propreté du flexible du camion et le connecte au raccord de la citerne et à l'aspiration de la pompe dédiée.

Le chauffeur ouvre, sous contrôle du dépoteur, l'évent de sa citerne. Le chauffeur et le dépoteur ouvrent ensuite la vanne de transfert vers la cuve puis la vanne du côté camion. Enfin, le dépoteur met la pompe en service.

Le dépoteur vérifie alors l'absence de fuite et contrôle le transfert en visualisant le niveau de la cuve.

L'inspection n'assiste pas à la suite des opérations. A l'issue du dépotage, l'exploitant transmet à

l'inspection les checklists complétées indiquant le bon respect de la procédure. Il fournit également le rapport de résultats du contrôle effectué par le laboratoire actant de la conformité du produit.

Absence d'écart. Le dépotage a été effectué conformément aux procédures mises en place par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : SGS – Vérification des dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.

Constats :

Le manuel du SGS, dans sa version FR/P-HSE-060-r03 en date du 16/10/23, indique que le respect des procédures est notamment assuré par :

"Les rondes quotidiennes et hebdomadaires des agents de sécurité (vérification des éléments les plus sensibles du site via "Check List" formalisée (MMR et EIPS))"

A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit les checklists de ronde d'astreinte complétées pour les semaines 22, 23 et 24.

L'inspection constate qu'en plus de la vérification de toute absence de fuite ou d'anomalies, ce document prévoit notamment, de manière journalière ou hebdomadaire, le contrôle de :

- l'absence de mise en défaut de la détection incendie ;
- l'absence d'alarme technique ;
- la présence de l'état des stocks datant de moins d'une semaine ;
- l'absence de mise en défaut ou de fuite au niveau de la chaufferie ;
- l'absence de charge des batteries dans les locaux dédiés le week-end ;
- la fermeture des appareils de désenfumage dans le bâtiment logistique ;
- le niveau du bassin et l'absence de mise en défaut dans le local motopompe ;
- le niveau des bassins de sécurité (et, si nécessaire en cas d'orage, leur vidange après décision d'une personne de l'encadrement) ;
- du fonctionnement des téléphones rouges aux pompiers (uniquement le dimanche) ;
- la vacuité des rétentions à l'ACLT ;
- le niveau de la cuve d'azote.

L'inspection note que les trois documents transmis sont dûment complétés.

Absence d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité à l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre de l'EDD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers, dans sa version FNRJ140541/NT/14/02516/NC en date du 22/09/15, indique comme moyens permettant de maintenir le risque d'effets toxiques à un niveau aussi bas que raisonnablement réalisable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une rétention individuelle pour chacune des cuves aériennes à l'ACLT : constaté conforme par l'inspection ; • la répartition par zone des cuves de stockage (zone "acides" et zone "bases") : constaté conforme par l'inspection ; • une zone de dépotage divisée selon un zonage identique (zone "acides" et zone "bases"), chaque zone formant rétention et disposant chacune d'un avaloir de diamètre DN 160 en son centre : constaté conforme par l'inspection, les deux rétentions étant séparées par un ralentisseur ; • la formation du personnel intervenant lors des opérations de dépotage et l'existence de procédures écrites, de kits d'absorption et la présence systématique d'une personne VWR International compétente en plus du chauffeur des camions citernes : constaté conforme par l'inspection dans le cadre des points de contrôle précédents ; • une détection de niveau dans les cuves (par flotteur) avec alarme en zone : présence du système d'alarme vérifié par l'inspection mais sans contrôle de son bon fonctionnement ; • une détection de niveau dans la rétention (pour le formaldéhyde, l'acide chlorhydrique et l'ammoniaque) avec alarme en zone et au poste de garde : présence du système d'alarme vérifié par l'inspection et dont le bon fonctionnement, en zone et au poste de garde, a été testé lors de la visite au niveau de la rétention d'acide chlorhydrique (l'inspection relève que l'alarme en zone et son report au poste de garde ne permettent pas d'identifier la rétention concernée) ; • la présence de flotteurs sphériques au sein de la rétention de HCl : constaté conforme par l'inspection ; • en cas d'épandage, les produits sont évacués via une canalisation enterrée vers un débourbeur / déshuileur enterré puis vers une rétention déportée (4,5 x 4,5 x 1,4 m), se situant en amont des bassins catastrophes : constaté non-conforme par l'inspection, les zones de dépotage étant directement connectées aux deux bassins catastrophe du site. <p>L'exploitant indique toutefois être en train de travailler sur un réaménagement de la zone de dépotage incluant la mise en place d'une rétention déportée et permettant de limiter les effets toxiques générés en cas d'épandage.</p>

Ecart. Absence de conformité à l'étude de dangers du site. Absence de rétention déportée susceptible de recueillir les éventuels épandage des rétentions du parc ACLT.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la description de son projet de réaménagement pour la zone de dépotage, l'analyse de risque associée et l'échéancier fixé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Surveillance et entretien des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : Les équipements importants pour la sécurité / MMR sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques sont établies à l'origine de l'installation et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, sont connus de l'exploitant. [...] Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon les règles prévues dans les procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.[...]
Constats : L'étude de dangers, dans sa version FNRJ140541/NT/14/02516/NC en date du 22/09/15, identifie comme mesures de maîtrise des risques : <ul style="list-style-type: none"> la détection automatique de niveau de liquide dans la rétention avec alarme en zone et à la loge du gardien ; la présence permanente de flotteurs sphériques au sein de la rétention de HCl. Interrogé par l'inspection sur l'entretien de ces MMR, l'exploitant fournit 3 rapports de contrôle, datés du 27/03/25, 28/04/25 et 28/05/25, attestant du bon fonctionnement de la détection de niveau dans la rétention. L'exploitant ne justifie pas de la vérification trimestrielle de l'état des flotteurs au sein de la rétention, pourtant prévue par son étude de dangers. Ecart. Absence de justification de l'ensemble des mesures de surveillance des MMR prévues dans l'EDD.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'attester de la bonne réalisation de la surveillance de ses MMR prévue par son EDD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôles périodiques des cuves d'acide chlorhydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.1 et 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Chapitre 7.1. Principes directeurs L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Les installations sont conçues, construites, exploitées et entretenues conformément à l'état de l'art, en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement. Il organise les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien des dispositions réglementaires ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels."</p> <p>"Article 8.3.1. : Dispositions applicables aux cuves de stockage Les réservoirs font l'objet d'examens périodiques. L'examen extérieur des parois latérales et du fond des réservoirs est effectué chaque année sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder douze mois. Le bon état de l'intérieur du réservoir est également contrôlé par une méthode adaptée. Les précautions utiles (ventilation, contrôle de l'absence de gaz toxiques ou inflammables, équipement du personnel qualifié pour ces contrôles, vêtements spéciaux, masques) sont mises en œuvre. Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, il est procédé à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier. Un contrôle des impuretés éventuelles pouvant être présentes est régulièrement effectué. Les lavages pouvant précéder les vérifications périodiques ne doivent pas provoquer d'attaque sensible des matériaux susceptible d'être accompagnée de dégagement gazeux. Le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs, si tel est le cas, doit également faire l'objet de vérifications. Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats sont consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit les derniers rapports de contrôle des cuves de stockage d'acide chlorhydrique R24 et R25, datés du 19/07/2024.</p> <p>Ces rapports listent les contrôles suivants :</p>

- état général de la cuve ;
- brides des canalisations de production et de dépotage ;
- indication de niveau ;
- vanne de fond ;
- évent et trou d'homme ;
- sonde de niveau haut.

Le rapport de contrôle de la cuve R24 ne fait pas apparaître d'observation.

En revanche, le rapport de contrôle de la cuve R25 mentionne une "cuve en mauvais état" avec "quelques fissures non perforantes visibles".

Ecart. La cuve R25 n'est pas maintenue en bon état.

L'exploitant doit justifier que la cuve peut être exploitée en toute sécurité, et mettre en œuvre des mesures compensatoires le cas échéant (vigilance surveillée notamment).

L'exploitant transmet le dernier rapport de visite annuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs :

- concernant les actions menées à la suite du rapport de contrôle ayant indiqué la cuve R25 comme en mauvaise état ;
- permettant d'assurer que la cuve peut être exploitée en toute sécurité;
- le dernier rapport annuel 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Mise à jour de l'EDD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2025, article R. 515-98

Thème(s) : Risques accidentels, EDD

Prescription contrôlée :

I. - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 démontre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée.

II. - Elle fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire.

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation, en application de l'article L. 512-1 ;
- avant la mise en œuvre de changements notables ;
- dans le délai de deux ans à compter du jour où l'installation entre dans le champ d'application de la présente sous-section ;
- à la suite d'un accident majeur.

<p>III. - Sans préjudice des dispositions des articles L. 124-1, L. 124-4 et L. 515-36, lorsque l'étude de dangers peut être communiquée, un résumé non technique de cette étude est également mis à disposition. Ce résumé comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 23/01/25, l'inspection avait souligné le non-respect par l'exploitant de la périodicité de révision de son étude de dangers.</p> <p>Pour rappel, l'exploitant avait déposé, le 20/12/21, la notice de réexamen de son étude des dangers, dont la dernière version était datée du 22/09/15, accompagnée d'une étude de dangers révisée. Sur la base de ces documents, une demande de compléments, datée du 5/10/23 et fixant une échéance au 31/12/23, avait été adressée à l'exploitant.</p> <p>A la suite de divers échanges portant sur les modifications attendues, l'exploitant avait indiqué à l'inspection retravailler en profondeur son étude de dangers.</p> <p>Lors de la visite du 23/01/25, l'exploitant avait indiqué que son étude de dangers serait finalisée à la fin du premier semestre 2025.</p> <p>Lors d'une réunion d'échange organisée à son initiative le 15/04/25, l'exploitant avait indiqué à l'inspection des installations classées avoir identifié de nouveaux scénarios d'accidents majeurs, dont l'inclusion allait retarder la révision de son étude de dangers.</p> <p>Le jour de la visite du 13/06/25, l'exploitant indique que la version révisée de l'étude de dangers devrait être disponible à la fin de l'année 2025.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet un courrier daté du 16/06/25, sollicitant un délai supplémentaire pour la finalisation de son étude de dangers et fixant une échéance au 31/12/25.</p> <p>Ecart. Absence de révision de l'étude de dangers du site dans les délais prescrits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la version révisée de son étude de dangers avant l'échéance du 31 décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>
<p>N° 12 : Etanchéité de la zone de dépotage</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité de la zone de dépotage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.[...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'une fissure dans la zone de dépotage "acides". Ecart. Absence d'étanchéité de l'aire de déchargement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant effectue les travaux de maintenance nécessaires et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Rétention des liquides susceptibles de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2016, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire, les aires de transvasement ou de parcage de véhicules susceptibles de mettre en œuvre, même occasionnellement, un produit susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.[...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un GRV de soude stocké sur une zone ne formant pas rétention, à proximité du bassin de neutralisation du site. Toutefois, par courriel du 20/06/25, l'exploitant a envoyé une photo démontrant l'installation du GRV sur un bac de rétention mobile qui apparaît correctement dimensionné. Absence d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite